



# AU CŒUR DE LA CRISE AGRICOLE

Renommée pour ses huîtres, cette commune du Finistère est aussi un concentré des productions agricoles françaises : lait, porcs, bovins, fruits et légumes. La crise agricole y fait des ravages, et chacun s'efforce de trouver la moins mauvaise solution.

REPORTAGE TEXTE **JACQUES DUPLESSIS** PHOTOS **ISABELLE RIMBERT**



## 4200 habitants

, une petite quarantaine d'exploitations, quelque 75 agriculteurs et à peu près autant de salariés. Moyenne d'âge des fermiers : près de 50 ans. Ici, les chiffres parlent et frappent. Moins d'une exploitation sur deux a un repreneur désigné. Le premier employeur de la communauté de communes est l'agroalimentaire. La crise agricole est donc suivie par les élus comme le lait sur le feu. À 33 ans, le maire de Riec, Sébastien Miossec, qui entame son second mandat, est en plein doute : « Parfois, ici, on se compare au pays minier du Nord. J'ai peur que ça soit toute une filière qui s'écroule. Je m'interroge : l'ont-ils vu venir ? Ne pouvaient-ils rien faire pour s'adapter ? N'ont-ils pas su ? C'est ma question pour l'agriculture. »

Vincent Pennober et ses quatre associés tiennent le groupement agricole d'exploitation en commun (Gaec) de Kersegalou. Ils produisent 500 000 litres de lait par an, dont environ 60 000 litres transformés à la ferme. Les yaourts, fromages blancs, crème fraîche, beurre sont vendus sur place. Ils ont fait ce choix de la transformation du lait il y a quatre ans pour créer un peu de valeur ajoutée en investissant dans un laboratoire. Un pari réussi. « Aujourd'hui cette partie de notre activité s'autofinance. Nous pouvons payer les salaires et rembourser l'emprunt grâce aux ventes. »

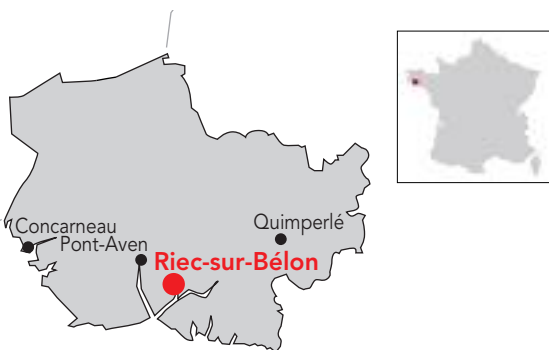
En deux ans, le prix du lait a chuté de 36 à 27,5 centimes le litre. Le prix de revient au litre est de 35 centimes minimum. « Donc, on travaille à perte, soupire Vincent Pennober. Comme je suis installé depuis longtemps et que je ne suis pas étranglé par les crédits, je fais le dos rond en espérant que les cours remontent. Mais cela ne pourra durer qu'un temps. » Alors, il se pose la question de passer en bio, car le cours du lait bio est plus élevé.

### L'exploitation familiale des Miossec.

Jean-Paul, le père, Didier, et Sébastien Miossec, maire de Riec-sur-Bélon.

## Surproduction

Comment en est-on arrivé là ? Depuis la fin des quotas laitiers au 1<sup>er</sup> avril 2015, la production augmente de 4 % par an en Europe. Dans le même temps, la consommation européenne baisse de 2 % par an. Sur les 150 milliards de litres de lait produits par an en Europe, la surproduction atteint 10 milliards de litres. À cette cause structurelle européenne s'ajoute l'embargo russe, qui prive l'Union européenne de



« L'agriculture se sauvera quand les agriculteurs reprendront la main. Aujourd'hui ils sont prisonniers d'un système. »

trois milliards de litres de débouchés et la baisse de la croissance chinoise, qui freine les importations de produits laitiers. Les conséquences sont graves. « Les producteurs qui ont beaucoup investi, les jeunes qui s'installent sont vraiment dans la panade pour rembourser les crédits. Déjà avec 36 centimes le litre, ils gagnaient très peu. » Vincent Pennober pointe le rôle ambigu des banques. « Le Crédit Agricole et le Crédit Mutuel de Bretagne ont financé de grosses installations pas rentables. Et on le savait. On a poussé des jeunes qui s'installaient dans un piège et, maintenant, beaucoup vont se planter. » Militant de la Confédération paysanne, Vincent Pennober participe aux négociations avec les politiques et les laiteries pour tenter de trouver une issue à la crise. Au sein de Solidarité Paysans, il accompagne aussi ceux qui n'arrivent plus à s'en sortir. Aujourd'hui, rien n'est réglé, même si Stéphane Le Fol, le ministre de l'Agriculture, a obtenu à Bruxelles une réduction temporaire de la production laitière. « C'était un peu inespéré, souffle le syndicaliste, mais ce n'est pas suffisant. Ça aurait pu marcher en 2009. Maintenant la crise est installée. Je ne suis pas optimiste. Le calcul est simple : 1 % de production en plus que la consommation entraîne une baisse de 10 % du prix du litre pour les éleveurs. Le prix a encore baissé. Il est tombé à 17 centimes le litre en Belgique ! »

## Rendez-vous chez Sodiaal

La Confédération paysanne a lancé une série de rencontres des laiteries pour discuter de la crise, connaître leur point de vue et envisager les mois à venir. Ce 17 mars, Vincent Pennober et ses camarades ont rendez-vous chez Sodiaal à Carhaix. Cette coopérative pèse 5,3 milliards de litres de lait par an au niveau national. Ces négociations se tiennent habituellement loin des regards. Exceptionnellement, les parties ont accepté la présence de TC. Tout à coup on est loin du cul des vaches. Le vocabulaire change. Autour de la table, on parle de minéral de lait, de raffinage, de cracking, de lactosérum, de trading... Tout un langage venu directement de la pétrochimie. Et, de Carhaix, on décolle pour Bruxelles, la Hollande, l'Irlande ; on fait le tour du monde des marchés jusqu'en Chine. On sent bien que la solution au problème des agriculteurs ne se situe pas à Carhaix, ni même en France.

« Chez Sodiaal, nous pensons qu'une maîtrise de la production est nécessaire, affirme Jean-Bernard Prucot, responsable des relations avec les producteurs. La sortie des quotas a été mal gérée. Il faudrait une baisse de 5 % de la production, mais cette idée est difficile à partager au niveau européen. » →



→ En novembre 2015, Sodiaal a invité huit grandes coopératives européennes pour discuter de ce contexte mondial dévastateur pour les agriculteurs. *« Les coopératives du Sud de l'Europe nous suivaient sur la maîtrise de la production. Mais celles du Nord de l'Europe sont très productivistes. Nous n'avons pu aboutir à une position commune. »* Depuis la fin des quotas, l'Irlande a augmenté sa production de près de 25 % et les Pays-Bas autour de 20 %. *« L'Allemagne est en train de changer, assure le responsable de Sodiaal. Elle voit le mur se rapprocher pour ses propres agriculteurs. Le risque c'est clairement l'élimination de producteurs par la régulation due à la loi du marché. Et nous, on ne veut pas de ça. »*

*« Le problème, c'est l'ambition personnelle au détriment de l'intérêt général, ajoute Jérôme Prigent, administrateur de Sodiaal et président de la région Bretagne Ouest. Certains éleveurs se pensent plus malins que les autres et se disent : "Je vais produire plus, moi je m'en sortirai." Et c'est la spirale infernale. »*

Mais quand on arrive dans le concret, c'est tout de suite plus flou. *« Que promettez-vous pour les mois à venir ? »* interroge Vincent Pennober. *« On essaie de payer le maximum mois par mois sans mettre la coopérative en danger. C'est compliqué, répond évasivement Jérôme Prigent. Mais on vous assure qu'on ne va pas produire hors de France pour alimenter notre outil industriel. »* Il finit par lâcher : *« On a évité l'effondrement des cours mais ça pourrait encore baisser à 25-26 centimes le litre. Mais si les Allemands tiennent leur promesse de tenir leur production, j'espère qu'on va pouvoir éviter ça. »*

Pourtant les agriculteurs dénoncent une fixation du prix opaque. *« Aujourd'hui 20 % des volumes de lait sur le marché font le prix, alors que ce sont les 80 % restants qui devraient le faire »,* déplore Vincent Pennober. Avec les techniques de cracking, une extraction de tous les composants de la matière, plus de 200 produits différents issus du lait sont proposés par les industriels. Des produits à forte valeur ajoutée que l'on retrouve dans l'industrie pharmaceutique et cosmétique. *« On ne sait même plus ce que vous faites de notre lait, s'emporte un producteur. Il y a un problème de transparence de l'industrie laitière. Par exemple, sur le lactosérum, les marges sont très bonnes. Mais l'industrie laitière transfère toute cette activité très lucrative dans les filiales et au final on ne sait pas vraiment combien elle gagne. »*

**« Pour le lait, il suffirait d'augmenter le prix de 7 centimes qui aillent au producteur. Il y a un problème de répartition des prix. On n'a jamais vu un supermarché faire faillite. »**

Retour à Riec. Romain Thomas, 33 ans, s'est installé il y a une semaine comme « paysan meunier boulanger » avec un copain de l'école supérieure d'agriculture, Fabien. Un choix radicalement différent de celui de la plupart des agriculteurs. *« Le choix du bio s'imposait à nous. On voulait un projet qui ait du sens »,* raconte Romain. Dix-huit vaches, 40 000 litres de lait par an, dont un tiers transformé en yaourt à la ferme, 42 hectares de terre. Des chiffres éloignés de ceux des grandes exploitations. Économiquement, le bio est aujourd'hui plus intéressant : la coopérative Biolait leur garantit 43 à 45 centimes le litre. Les deux jeunes agriculteurs ont aussi construit leur moulin. Leur objectif est de produire leur farine pour faire leur pain. *« On est triste de voir nos collègues victimes du système. Mais ni les paysans, ni les politiques ne proposent de solution. Alors on n'est pas allé manifester. L'agriculture se sauvera quand les agriculteurs reprendront la main. Aujourd'hui, ils sont prisonniers d'un système. On ne peut pas leur jeter la pierre, mais ils ont quand même fait un jour le choix de partir dans un modèle productiviste. »*

### Ça grogne aussi dans le porc

Fils d'agriculteur, Sébastien Miossec est particulièrement préoccupé par cette crise. Jean-Paul, son père, et son frère Didier sont associés dans un élevage de porcs de 250 truies.

L'élu s'avoue largement démuni. *« Les discussions se passent à Bruxelles et à Paris, loin de chez nous. Il faut que le ministre fasse mieux entendre la voix de la France. »* La communauté de commune de Quimperlé, dont il est le président, a voté une *« motion de soutien aux acteurs agricoles »,* qui ressemble un peu à un SOS dans le désert. Mais le maire garde quelques petits leviers qui semblent un peu dérisoires face à l'ampleur de la crise. *« La commune vient de signer un accord avec la chambre d'agriculture pour apporter une aide à l'installation des jeunes agriculteurs. On les aide aussi pour trouver des fonds par un accompagnement humain. Nous aidons aussi à trouver des salariés pour les fermes. Il y a toujours quelques propositions d'emplois, mais ce travail souffre aujourd'hui d'une mauvaise image. Nous soutenons une filière d'approvisionnement local pour la restauration collective pour la maison de retraite, l'hôpital, les écoles. Mais on ne peut pas faire n'importe quoi en matière d'aide. Il y a un cadre juridique strict. »*

Le maire comprend le ras-le-bol des fermiers. *« Pour le lait il suffirait d'augmenter le prix de 7 centimes qui aillent réellement au producteur pour que ça soit réglé. Il y a un problème de répartition du prix. On n'a jamais vu un supermarché faire faillite... Il faudrait aussi un étiquetage "made in France" pour permettre au consommateur qui le veut d'acheter des produits français. »*

Sébastien Miossec s'interroge : *« La plupart des exploitations sont très fragiles. Beaucoup sont en difficulté. Il y a une crise de confiance des banques par rapport à l'agriculture. Sommes-nous à la veille d'une catastrophe ? J'espère que tout ce secteur ne →*





**Investir dans un laboratoire.** Vincent Pennober et ses associés produisent 500 000 litres de lait par an dont environ 60 000 litres transformés à la ferme.



**Le choix du bio :** Romain Thomas s'est installé comme « paysan meunier boulanger ».



→ *va pas s'effondrer en quelques mois. Ce serait très grave pour Riec et la communauté d'agglomération. Car il y a beaucoup d'emplois induits par l'agriculture. L'industrie agroalimentaire représente 20 % des emplois sur la communauté de communes. Si l'agriculture s'effondre, le reste va suivre. Les abattoirs Bigard, le premier employeur de l'agglomération, partiront s'ils manquent de viande. La disparition des agriculteurs de la commune aurait aussi des conséquences néfastes pour l'environnement. Ils entretiennent aussi les terres, les haies. Sans eux, qui le fera ?*

À la ferme des Miossec, l'ambiance est aussi morose. « On parle de la crise du lait, mais elle touche aussi le porc, explique Jean-Paul Miossec. Nous aussi, on travaille à perte: nous vendons entre 1,10€ et 1,25€ un kilo de viande qui nous revient entre 1,50 et 1,60€.» L'exploitation familiale souffre. Jean-Paul a puisé dans ses réserves financières et a dû faire un emprunt pour payer les charges. « 20 % des éleveurs sont en cessation de paiement. Nous aussi on est menacé si ça continue comme ça. »

La litanie des raisons de ce marasme ressemble à s'y méprendre à celle de la crise laitière: surproduction européenne, différence de prix de revient entre les pays de l'UE, mauvais partage des marges entre producteurs, transformateurs et grande distribution et embargo russe. L'Espagne livre une véritable guerre pour avoir les bassins de production de demain: le nombre de têtes a doublé pour

«Ce qui m'inquiète le plus est que l'agriculture est à l'image de notre société. La crise traverse aussi le système éducatif, le système de santé, la politique.»

atteindre 50 millions en peu de temps. « Pour s'en sortir, il faudrait que les grandes surfaces arrêtent de s'en mettre plein les poches et nous rétribuent honnêtement, s'emporte Jean-Paul Miossec. On veut juste gagner notre vie par notre travail. Je bosse 55 heures par semaine et je ne peux même pas me dégager un salaire! Il faudrait aussi un étiquetage "viande française", et pas seulement "viande origine UE". On nous demande une traçabilité pour chaque bête et derrière on remet "origine UE" pour le consommateur! » Et le bio? Jean-Paul Miossec tacle: « Même si le prix d'achat est plus élevé, le coût de production aussi. Le bio, c'est une agriculture pauvre pour des gens riches! » Malgré les difficultés et les incertitudes, son fils, Didier Miossec, 30 ans, veut y croire. « L'élevage c'est une affaire de passion. J'espère réussir à reprendre la ferme et à la faire vivre. »

**La Réunion de producteurs de lait en colère,** à Carhaix (Finistère), le 18 mars 2016.







## La contractualisation, une solution ?

Christian Poulhalec, 54 ans, installé à Riec depuis 1985, pensait avoir trouvé la parade à la crise : la diversification. Avec son frère, sa sœur et un salarié, ils produisent du porc, du lait et des légumes. « C'est la plus grave crise que j'ai connue, soupire-t-il. Je dois pomper dans les réserves pour tenir. » Ce syndiqué de la Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles (FDSEA) du Finistère se dit pourtant « ni pessimiste, ni optimiste » et pense que « la loi de l'offre et de la demande va réguler le marché ». Mais il dénonce lui aussi « une maltraitance de la grande distribution. Lors des dernières négociations concernant le prix des légumes, Leclerc a exigé une baisse de 15 % du prix d'achat. Il a fallu qu'on bloque des magasins pour que finalement la baisse ne soit que de 3 %. Les grandes surfaces ont une grande part de responsabilité dans nos problèmes. » Signe de ce malaise, aucun de ses trois enfants n'a l'intention pour l'heure de reprendre l'exploitation familiale.

À 36 ans, Yves-Marie Jouan est un peu plus serein. L'économie de sa ferme, qui produit des légumes pour la coopérative d'Aucy repose sur un principe : la contractualisation. Tout ce qui est planté, haricots, petits pois, carottes, navets, céleris, choux-fleurs, est déjà vendu. « Le prix est connu en mars et je sème entre mars et juillet. Je sais donc ce que je vais gagner à la revente. Mon seul aléa reste la météo », explique ce paysan installé depuis sept

ans. Mais le prix d'achat de sa production baisse chaque année : « On a eu - 7 % en 2015, - 5 % cette année. Les grandes surfaces imposent des baisses de prix. Le rapport de force est déséquilibré : il y a des milliers de coopératives face à quatre grands groupes de distributeurs. Mais, aujourd'hui, grâce à la contractualisation, c'est la moins pire des productions. » C'est d'Aucy qui décide de la surface cultivée par type de légume. Alors pour se prémunir des baisses de revenu, Yves-Marie Jouan cultive des céréales sur près de la moitié des 100 hectares de sa ferme. « Le maïs et le blé, c'est limite rentable car les cours ne sont pas bons. Si je n'avais que ça, j'arrêtera. Mais avec les légumes, comme je suis tout seul sur l'exploitation avec juste des saisonniers pour la récolte, j'arrive à me prendre un Smic. » L'agriculteur a un seul regret quant au système de la contractualisation : « Quand le lait et le porc gagneront bien leur vie, je ne gagnerai pas plus. » Mais impossible d'avoir le beurre et l'argent du beurre... Malgré cette absence de prise sur le prix, Yves-Marie Jouan imagine que la contractualisation pourrait être une piste pour sortir de la crise du lait et du porc. Son interrogation sur l'avenir dépasse la simple question agricole. « Je crois qu'il y a de la place pour tout le monde dans l'agriculture, avec des modèles différents. Des petites exploitations, du bio, de l'intensif, le marché, le circuit court. Mais ce qui m'inquiète le plus est que l'agriculture est à l'image de notre société. La crise traverse aussi le système éducatif, le système de santé, la politique. Il y a un malaise général dans notre pays. » ■

### La contractualisation.

Yves-Marie Jouan produit des légumes pour la coopérative d'Aucy, à qui il vend tout ce qui est planté.